

**INTERVENTION DE L'UNION LOCALE CGT D'ARLES
LE 13 DECEMBRE 2011**

« La retraite à 60 ans et les 35 H sont des fautes graves de mes prédécesseurs avec des conséquences graves sur la dette de l'Etat », la réforme du financement du modèle social est d'une urgence absolue », « le travail pour en finir avec l'assistanat »,

c'est en ces termes, entre autres, que le président de la république s'exprimait dernièrement à Toulon, un discours qui démontre, une fois de plus, combien l'entreprise de démolition de notre pacte social républicain continue d'être au cœur de la politique du chef de l'état et de son gouvernement à la botte du Medef.

Pas un mot sur le bouclier fiscal, ni sur la réforme de l'Impôt sur la Fortune, ni sur les exonérations de cotisations patronales, rien sur les suppressions d'emploi dans la Fonction Publique et le secteur privé, rien sur la casse organisée des Services Publics. Un discours donc qui n'est pas autre chose qu'une véritable allégeance aux agences de notation et aux marchés financiers.

Pour l'Union Locale CGT d'Arles, le gouvernement et le Medef, orchestrent une dramatisation de la crise pour préparer le monde du travail à l'adoption de nouvelles réformes structurelles, notamment de flexibilité et de baisse du coût du travail accompagnés de la remise en cause de la protection sociale.

Alors que les profits déclarés par les banques sont revenus au niveau de 2008 !

Alors que les entreprises du CAC 40 ont augmenté leurs profits de 10 % au premier trimestre 2011 !

Alors que l'état verse 172 milliards d'€ par an de fonds publics aux entreprises sans aucun contrôle et sans de véritable contrepartie ! Pour preuve le groupe PSA Renault qui, après avoir reçu 6 milliards d'€ d'aides publiques en 2009 supprime plus de 6 000 postes en Europe dont 5 000 en France !

Alors qu' 11,4 milliards d'€ de cadeaux fiscaux sont faits aux plus riches depuis 2007,

le gouvernement, Nicolas SARKOZY en tête, osent accuser les salariés, les retraités, les privés d'emploi d'être responsables du déficit de la Sécurité Sociale parce qu'ils seraient de vilains petits fraudeurs tire-au-flan, justifiant ainsi le jour de carence imposé aux salariés de la Fonction Publique, la poursuite du déremboursement des médicaments, bref, une panoplie de mesures qui n'a qu'un seul but : la remise en cause fondamentale du droit à la santé pour tous.

Pour faire passer la pilule si j'ose d'ire, Nicolas SARKOZY et son gouvernement expliquent qu' 1 % des ALLOCATAIRES de la Sécurité Sociale seraient en fraude pour 458 millions d'€ mais se gardent bien de parler de *la fraude aux cotisations des ENTREPRISES qui atteint, quant à elle, 15 milliards d'€*,

Comme ils se gardent bien de relayer l'annonce de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie qui indique, que sur l'ensemble des arrêts maladie recensés, 98 % sont jugés recevables !

Comme ils se gardent bien de dire et pour cause ! que le déficit budgétaire de la France, depuis la présidence SARKOZY, est passé de 50 milliards d'€ en 2007 à 112 milliards en 2010, le remboursement des intérêts des emprunts aux banques venant gonfler la dette publique jusqu'à représenter 10 % des dépenses de l'Etat !

En d'autres termes, plans d'austérité et autres traités dit de stabilité entre les pays de la zones euro, avec une rigueur affirmée sous peine de sanction et l'instauration, dans leur constitution, d'une règle d'or budgétaire contraignante, amputant de fait la souveraineté des peuples, vont provoquer une récession économique sans précédent dont tous les peuples européens dont le nôtre vont faire les frais, pour le seul profit du profit !

L'Union Locale CGT d'Arles, toute la CGT, ont la responsabilité de rétablir la vérité quant à la réalité des chiffres que gouvernement, patrons et une certaine presse tronquent, bidouillent ou taisent volontairement. Pour la CGT, il s'agit de gagner la bataille des idées, c'est-à-dire de convaincre, à partir de ses propositions, qu'il est grandement possible de gagner un partage juste et efficace des richesses pour répondre aux besoins sociaux des populations.

La CGT met en avant 10 exigences pour sortir de la crise qu'elle fait et va continuer de faire partager aux salariés, retraités et privés d'emploi, des exigences en matière de salaire, d'emploi, de politiques publiques, de fiscalité. Cette campagne d'information et de conviction trouvera son point d'orgue lors du meeting qu'elle organise au Zénith à Paris le 31 janvier, sur les thèmes de la retraite à 60 ans et de la pénibilité au travail.

Une démarche CGT ambitieuse et déterminée pour favoriser l'intervention des salariés, des retraités, des privés d'emploi, leurs luttes dans les entreprises et en dehors, pour créer avec eux les conditions d'une mobilisation plus forte, plus large, pour en finir une bonne fois pour toute avec un système économique capitaliste qui broie et qui tue ! Parce que OUI, la crise c'est eux, la solution c'est nous, NOUS TOUS !